

A l'aide du dossier documentaire ci-dessous, vous relèverez d'une part les arguments de ceux qui plaident en faveur du libre échange et d'autre part les arguments de ceux qui s'opposent au libre échange.

DOCUMENT 1

LE PROTECTIONNISME DE DONALD TRUMP EST-IL UNE RÉUSSITE ?

Embarrassante pour la gauche, la question se pose : se pourrait-il que le président américain mène une politique bénéfique aux salariés — du moins, "America first" oblige— aux salariés américains ?

Alors que des dizaines de milliers d'Américains mais aussi de Japonais, de Péruviens, d'Australiens et de Néozélandais s'étaient épuisés à manifester contre les pires clauses du Traité transpacifique, ils ont pu être quelque peu déroutés de constater que c'est Donald Trump qui a finalement porté le coup de grâce à l'accord de libre échange tant honni.

Après tout, le candidat républicain avait remporté l'élection en grande partie grâce à son programme protectionniste, en rupture avec la doctrine commerciale des gouvernements aussi bien démocrates que républicains, déterminés à approfondir toujours plus un système conçu pour mettre en concurrence les salariés et les systèmes fiscaux nationaux mais aussi pour affaiblir la souveraineté juridique des Etats face aux multinationales. L'économiste libéral Gary Becker s'en réjouissait ouvertement en 1993 : « *Le droit du travail et la protection de l'environnement sont devenus excessifs dans la plupart des pays développés. Le libre-échange va réprimer certains de ces excès en obligeant chacun à rester concurrentiel face aux importations des pays en développement.* » A la différence de Hillary Clinton, Trump avait insisté durant sa campagne sur les ravages de la mondialisation et surtout des importations chinoises. "Make America great again" signifiait aussi réindustrialiser le pays et redonner du travail aux ouvriers.

LE CONTRE-COUP DU LIBRE ECHANGE

Son diagnostic sur l'effet de la mondialisation sur l'emploi américain semble corroboré par les études les plus sérieuses. Contrairement à ce que prétendent les partisans du *statu quo*, si les Etats-Unis ont perdu près de 5 millions d'emplois industriels depuis l'an 2000, ce n'est pas essentiellement en raison des gains de productivité liés à l'automatisation, mais d'abord en raison des politiques de libre échange, qui ont facilité les délocalisations d'entreprises américaines vers les pays à bas coût de main d'oeuvre, notamment depuis l'adhésion en 2001 de la Chine à l'OMC. D'après les calculs d'économistes du MIT, l'explosion d'importations chinoises a causé à elle seule la perte de 2,4 millions d'emplois aux Etats-Unis entre 1999 et 2011.

Le président a-t-il tenu ses promesses de campagne ? Depuis sa victoire, il a enchaîné les déclarations enflammées, notamment contre les importations de BMW et de Mercedes allemandes, mais aussi contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qu'il envisage de quitter. Dans certains cas il a joint le geste à la parole et appliqué des tarifs douaniers, qui placent selon lui « *les Etats-Unis dans une posture de négociation très forte* », pour forcer les pays désireux d'en être exemptés à ouvrir leurs marchés davantage aux produits américains. Depuis le mois de juin, les États-Unis taxent ainsi quelque 47 milliards de dollars d'importation d'acier et d'aluminium. Une mesure qui touche surtout l'Union européenne et le Canada. Mais c'est la Chine qui s'attire les plus grosses foudres trumpiennes. Les panneaux solaires et les machines à laver chinois ont été taxés dès le mois de janvier, et une nouvelle salve de tarifs à hauteur de 10% sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises a été annoncée pour cette semaine.

Sur le front de l'Alena, conclu il y a 25 ans par Bill Clinton avec le Mexique et le Canada, le nouvel accord censé remplacer « *le pire traité commercial jamais signé par son pays* » stipule que pour être considérée comme "assemblée en Amérique du nord" et donc exemptée de droits de douane, 75% d'une voiture (contre 62,5% auparavant) doit être fabriquée en Amérique du Nord, et que 40 à 45% des composants doivent être fabriqués par des ouvriers payés au moins 16 dollars de l'heure. Il est à noter toutefois que, mis à part ces clauses sur les automobiles, le plus gros acquis de l'Alena, à savoir l'élimination de la vaste majorité des tarifs entre les trois pays, demeure intacte. Trump s'est contenté de renommer l'accord, de le mettre à jour à la marge sur les questions numériques, et d'intégrer des éléments du TPP permettant d'accroître les garanties pour les investisseurs et d'ouvrir les secteurs publics aux intérêts privés.

MIRACLE A GRANITE CITY

A en croire la communication de la Maison Blanche, les effets positifs se feraient déjà sentir. A Granite City dans l'Illinois, l'aciérie de United States Steel Corp, mise à l'arrêt en 2015, a rouvert pour embaucher 500 personnes, payés 30 dollars de l'heure, trois fois le salaire minimum. A Ashland, une ville du Kentucky frappée de plein fouet par le déclin du charbon et de l'acier, un site d'aluminium de Braidy Industries devrait également recruter 500 ouvriers.

Au delà du cas de ces villes érigées en symboles de son succès, Trump s'attribue plus généralement l'essor de l'emploi ouvrier, qui n'avait pas augmenté aussi vite depuis 1984, selon le *Washington Post*.

Il semblerait cependant que cette embellie soit moins due aux politiques commerciales du gouvernement qu'au rebond du prix du pétrole, aux besoins de reconstruction suite aux ouragans Irma et Harvey et à la forte consommation domestique, tirée par une croissance vigoureuse, qui s'inscrit dans une dynamique amorcée un an avant le mandat d'Obama. De plus, si quelques milliers d'emplois ont effectivement été créés dans les mines de charbon, ainsi que dans la sidérurgie et l'aluminium, le plus gros des centaines de milliers de nouveaux emplois ont été générés par la construction et les produits manufacturés, des domaines qui bénéficient avant tout de la reprise de l'économie mondiale.

« *Le protectionnisme de Trump est conservateur et de circonstance, à mille lieux d'un protectionnisme de gauche* »

Si l'on ne peut qu'applaudir l'abandon du TPP et convenir de la nécessité de réécrire en profondeur les traités de libre échange, encore faut-il s'interroger sur l'efficacité de ces tarifs agressifs dégainés compulsivement. Pour prendre l'exemple de l'acier, quand bien même sa production serait rapatriée, elle ne nécessite plus la même quantité de main d'oeuvre : là où 200 000 travailleurs de l'acier produisaient 80 millions de tonnes métriques il y a trente ans aux Etats-Unis, le même montant est produit aujourd'hui par 85 000 ouvriers. Si les prédictions alarmistes des médias sur les conséquences apocalyptiques d'une "guerre commerciale" sont peu sérieux, même de l'avis de l'économiste Paul Krugman, farouche opposant au protectionnisme et à Trump, il n'empêche que la politique actuelle de Washington sera probablement peu à même de répondre de manière satisfaisante au problème bien réel du déficit commercial et de la désindustrialisation. D'une part les mesures de rétorsion annoncées par l'Europe, la Chine, le Mexique et le Canada risquent d'annuler l'efficacité des offensives de Trump, en renchérissant les exportations américaines, d'autre part, avec l'internationalisation des chaînes de production, les tarifs de Trump pourraient finalement eux aussi pénaliser les exportations américaines de produits fabriqués en partie à partir de matières importées plus chères.

« *Augmenter les tarifs douaniers sur l'acier n'est pas en soi louable ou condamnable. C'est un outil, et tout dépend dans quelle perspective il est utilisé*, explique Aurélien Bernier, auteur de *La démondialisation ou le chaos* (Utopia). *Le protectionnisme de Trump est conservateur et de circonstance, à mille lieux d'un protectionnisme de gauche qui s'inscrit dans une réflexion plus large sur comment sortir de la concurrence entre puissances et faire advenir un ordre commercial mondial plus juste et équilibré, basé sur les principes de coopération et du droit à l'autodétermination des peuples de la Charte des Nations Unies. Le protectionnisme est un droit quasi fondamental des peuples et des Etats pour préserver leur économie, mais il suppose que l'on accepte le protectionnisme des autres et que l'on renonce soi-même au dumping. On est très loin de la démarche unilatérale agressive de Trump.* »

D'après Robert Blecker, chercheur à la *Economic policy institute*, une politique intelligente de revitalisation industrielle et de réduction du déficit implique plutôt de mettre en place une stratégie monétaire pour lutter contre la surévaluation du dollar, une politique d'élévation générale du niveau de tarifs douaniers, qui ne ciblerait pas une industrie ou un pays en particulier et qui est conforme au droit international, et enfin un programme d'investissements massifs dans la recherche, la transition énergétique, les infrastructures et la formation des travailleurs. La politique économique de Trump consiste seulement à réduire les impôts des corporations et des riches, à déréguler tous les domaines allant des droits des salariés, à la sécurité des consommateurs en passant par la protection de l'environnement et à privatiser l'infrastructure publique existante. Il n'a aucune intention de définancieriser l'économie, ni d'augmenter les salaires. Si les tarifs douaniers entraînent bien actuellement une hausse du prix de l'acier et des profits des entreprises sidérurgiques américaines, ces dernières n'ont aucune obligation d'augmenter les salaires de leurs employés ni d'investir dans leurs installations.

PRESIDENT DES RICHES

Si Trump s'en prend autant à la Chine, ce n'est ni une lubie de psychotique ni un geste social en faveur des travailleurs américains. Il représente les intérêts et les convictions d'une fraction croissante des secteurs privés et publics américains, déterminés à défaire l'intégration économique qui lie la Chine et les Etats-Unis. Car pour la classe dirigeante américaine, la Chine n'est plus l'inoffensive et bien utile "usine du monde" bon marché, mais une grande puissance économique qui refuse de plus en plus de se soumettre aux conditions des Etats-Unis et qui menacera bientôt son hégémonie. Sa part du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat (PPA) est en effet passée de moins de 2% en 1980 à plus de 17% en 2014, devant l'Union européenne et les États-Unis.

Or, selon David Kotz, économiste à l'Université de Massachusetts Amherst, le conflit qui s'annonce avec la Chine est hautement dangereux. Il avance :

« *Nous assistons à la collision imminente entre un hégémon capitaliste affaibli et une puissance économique montante qui est intégré au système capitaliste mondial. [...] Là où la Guerre froide était une compétition pour*

l'influence politique entre deux systèmes différents, nous avons affaire à une compétition entre des rivaux économiques entrelacés. »

Une situation proche des tensions entre Etats capitalistes qui avaient précédé la Première guerre mondiale. Les travailleurs — qu'ils soient aux Etats-Unis ou ailleurs — n'ont décidément rien à gagner du protectionnisme à la Trump.

Source : Regards.fr, Le protectionnisme de Donald Trump est-il une réussite ?, Laura Raim, 25/09/2018.

Regards *Regards*, c'est une revue trimestrielle et un site Internet. **Regards** est un titre de presse français, disponible également dans une version en ligne, et dont la ligne éditoriale est ancrée à gauche.

DOCUMENT 2

4 RAISONS DE ROMPRE AVEC LE PROTECTIONNISME

La propagande contre libre échange bat son plein, et aujourd'hui, le protectionnisme économique bénéficie dans le débat public d'une seconde jeunesse. Il est pourtant toujours aussi dangereux.

Par Filip Steffensen.

Un article de la FEE traduit par Libre Afrique

Le mercantilisme connaît un frein important avec l'émergence du protectionnisme. Les socialistes ont certes toujours eu des penchants protectionnistes mais ce qui caractérise le protectionnisme du 21ème siècle, c'est une forte propagande contre le libre-échange. Cet article examinera les mythes les plus populaires. Mais tout d'abord, commençons par rétablir une vérité incontestable.

Le libre-échange est un moteur de la prospérité

L'une des rares thèses qu'il soit difficile de nier c'est que le libre-échange favorise la croissance économique. Une enquête menée auprès d'un groupe d'économistes montre un consensus remarquable sur les gains du commerce. Pour ceux qui en douteraient, il suffit de jeter un coup d'œil sur le développement rapide des « Tigres de l'Asie ».

Une étude approfondie de Jeffrey Sachs et Andrew Warner révèle également une forte corrélation entre le libre-échange et la croissance. Ces auteurs estiment que la croissance serait de trois à six fois plus élevée dans les pays poursuivant des politiques de libre-échange. Des résultats similaires ont été trouvés dans une recherche menée par Jeffrey Frankel et David Romer.

Passons maintenant en revue les mythes trop souvent véhiculés.

« Le commerce fait baisser les salaires et cause le chômage »

L'affirmation selon laquelle le libre-échange causerait le chômage est souvent avancée par des politiciens de gauche. Selon eux, l'accroissement de la concurrence étrangère entraînerait le chômage. Bien que cela ne soit pas totalement faux, ce qui est essentiel, c'est que la concurrence permet une allocation efficace des ressources.

Comme le montre une étude, certains travailleurs ont certes été remplacés dans certaines industries, cependant, le volume de la main-d'œuvre américaine n'a cessé de croître parce que les travailleurs déplacés ont trouvé un emploi dans d'autres secteurs de l'économie, contribuant ainsi à une croissance soutenue et à une productivité accrue. Cela indique que le commerce extérieur stimule la productivité du travail en augmentant la mobilité de la main-d'œuvre.

« Les avantages du commerce sont inégaux »

Certains affirment que le libre-échange causerait des inégalités. En particulier, l'invention du « graphique de l'éléphant » (graphique élaboré par l'économiste serbe Branco Milanovic montrant les inégalités créées par la mondialisation dont les grands gagnants sont les plus riches et les plus pauvres) a poussé les politiciens de gauche à s'opposer au libre-échange.

Branko Milanovic a montré que les gains économiques de la politique de libre marché, sur une période de 20 ans, ont largement profité aux hauts et aux bas salaires, mais pas à la classe moyenne.

Cependant, un examen du « graphique de l'éléphant » par Adam Corlett (2016) apporte un éclairage original au sujet du vrai développement. En supprimant les économies immatures telles que les pays de l'ex-Union soviétique, l'auteur montre que les pays occidentaux ont largement profité de la poursuite de politiques favorables à l'économie de marché et au libre-échange.

En outre, l'auteur constate que la richesse générée au cours de cette période est très largement répartie. Par conséquent, l'auteur conclut que les gains n'ont pas profité uniquement aux riches, ce qui brise le mythe.

En d'autres termes, une ère de libre-échange et de capitalisme a conduit à une croissance soutenue de tous les groupes de revenus. En revanche, les plus grands perdants de cette période de 20 ans sont les groupes à faible revenu dans les pays poursuivant des politiques interventionnistes, comme la Bulgarie, la Roumanie et la Bolivie.

Une autre analyse de Fajgelbaum et Khandelwal (2014) montre que le libre-échange est particulièrement bénéfique aux personnes à faible revenus qui profitent de la baisse des prix liée à la concurrence étrangère permise par le libre-échange.

Contrairement aux riches qui consomment davantage de services coûteux produits dans le pays et soumis aux politiques protectionnistes. Notons que le protectionnisme pénalise singulièrement les groupes à faible revenu enserrés dans un environnement cher car non concurrentiel.

« Le commerce est nuisible à l'environnement »

Certains affirment que l'augmentation de l'activité économique liée au commerce entraîne une augmentation des émissions de carbone. Par conséquent, les activistes climatiques s'opposent aux accords de libre-échange. Cet argument est hautement contre-intuitif dans la mesure où le commerce entraîne une hausse des rendements, les militants du climat devraient adopter le libre-échange.

La pyramide de Maslow montre que certains besoins sont davantage prioritaires que d'autres. Nos besoins les plus fondamentaux sont la simple survie physiologique. C'est la raison pour laquelle il est peu probable que les pays en voie de développement accordent la priorité à l'amélioration du climat au détriment de leurs problèmes de santé (même si les deux pourraient être liés). Il est déraisonnable de s'attendre à ce qu'une personne pauvre se comporte d'une manière «écologiquement correcte» avant d'avoir de quoi se nourrir.

Ce principe peut également être appliqué en économie de l'environnement. Simon Kuznets (courbe d'environnement de Kuznets, EKC 1991) a montré qu'à mesure que l'économie se développe, la dégradation de l'environnement diminue. Pour inciter les pays en voie de développement à adopter des politiques protégeant l'environnement, ils devront prospérer et satisfaire leurs besoins élémentaires.

Le seul remède est la libéralisation du commerce. Par conséquent, nous devrions encourager les pays en développement à respecter les principes des avantages comparatifs. Grâce aux accords commerciaux, les pays en développement pourront adopter des technologies capables d'atténuer le changement climatique.

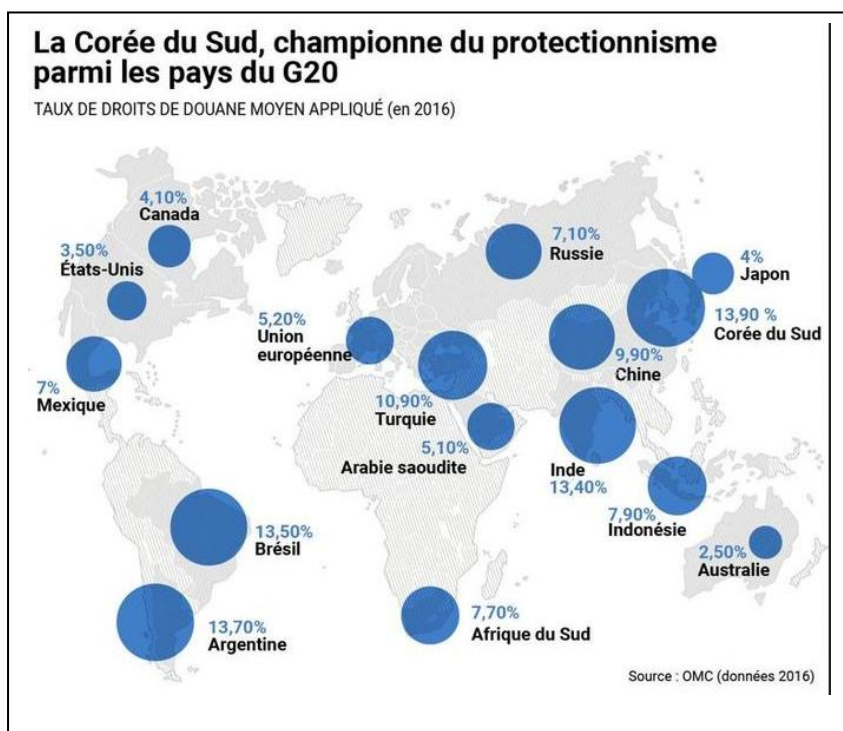
Ainsi, après avoir passé en revue ces mythes les plus préjudiciables au libre-échange, on comprend clairement la supériorité d'une économie fondée sur le libre-échange. La liberté de commerce n'est pas seulement efficace, c'est aussi une interaction mutuelle entre des individus que les gouvernements ne devraient pas être autorisés à contraindre par des réglementations arbitraires.

Source : Contrepoints.org, 4 raisons de rompre avec le protectionnisme, Filip Steffensen, 16/01/2018.

<https://www.contrepoints.org/2018/01/16/307499-4-raisons-de-rompre-protectionnisme> Un article de la FEE, traduit par Libre Afrique.

Contrepoints est un journal en ligne qui couvre l'actualité française et internationale sous l'angle libéral depuis 2009.

DOCUMENT 3



Source : le Figaro.fr, Protectionnisme : quels sont les pays qui se protègent le plus ?, Guillaume Poingt, 13/03/2018

DOCUMENT 4

Extrait du Journal Afrique de France 24 du 19 mars 2018, *Accord de libre-échange de l'UA, le Nigeria suspend sa participation au sommet africain*

Extrait vidéo Youtube https://www.youtube.com/watch?v=e_ygsfMD6E4 (de 0.55 min sec à 2.40 pour l'écoute),

Cette vidéo est également sur le blog de ses <http://www.sesarnaudin.com/>.

DOCUMENT 5

LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINE, UN ESPOIR ENCORE EN DEVENIR, SELON DES ÉLUS

Plusieurs observateurs ont profité de la 3e Semaine africaine organisée depuis lundi au Parlement européen à Bruxelles pour souligner les nombreux avantages liés à la mise en oeuvre de la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECA), mais aussi ses points d'ombre.

Adoptée le 21 mars dernier au sommet de l'Union africaine à Kigali (Rwanda), ce vaste espace vise à accroître le commerce intra-africain, dont le taux actuel très faible est de 16%. Ceci aurait un impact positif sur la création d'emplois, favoriserait l'industrialisation et agirait sur l'éradication de la pauvreté en Afrique.

Un autre aspect important de la ZLECA serait la levée progressive de certaines barrières tarifaires. En effet, les entreprises africaines sont confrontées à des droits de douane plus élevés lorsqu'elles exportent en Afrique plutôt qu'en dehors du continent. La libre circulation des marchandises et la lutte contre l'évasion fiscale qui a plombé depuis de longues années le commerce intra-africain renforceraient ce dernier.

Ce marché concerne aujourd'hui 1,2 milliard de personnes dans les pays de l'Union Africaine, un vrai potentiel pour l'émergence du continent. Les défis pour garantir son succès sont énormes en terme d'infrastructures, de compétitivité des entreprises, d'harmonisation douanière, de contrôles aux frontières, de normes phytosanitaires, a relevé la parlementaire sud-africaine Joan Fubbs, présidente de la commission du Commerce et de l'Industrie à l'Assemblée nationale.

L'Union européenne, via des partenariats économiques, aurait de ce fait un rôle important à jouer pour fournir à l'Afrique des machines, une industrie de production et de transformation. L'accord sur la ZLECA prendrait en compte les économies les plus faibles, a noté Mme Fubbs, ses objectifs permettant une complémentarité entre pays membres.

Un des noeuds de cet accord et qui fait l'objet de négociations est comment compenser les pertes de rentrées fiscales dues à la levée des barrières tarifaires. Pour l'eurodéputée socialiste Maria Arena, animatrice des échanges, une mesure d'accompagnement serait de créer un fonds de solidarité interne pour les pays qui perdraient de telles rentrées fiscales.

Huit mois après son lancement, seuls huit pays ont signé et ratifié la ZLECA. Il faudrait attendre un total de 15 pays pour son entrée en vigueur effective. D'ores et déjà, on peut dire que ce projet de l'UA constitue une avancée pour dynamiser le développement socio-économique de l'Afrique.

Source: Par : french.china.org.cn, Agence de presse Xinhua , http://french.china.org.cn/foreign/txt/2018-11/09/content_71300717.htm, mis à jour le 09-11-2018

Xinhua : « groupe Chine nouvelle », communément appelée « **agence Chine nouvelle** », prononcer [[inwa] (homophone de « chinois ») ou [[inxwa] en français) est la plus grande et la plus ancienne des deux agences de presse nationales chinoises